

Dailymotion : Fleur Pellerin tente de désamorcer la grogne

Le rachat avorté de Dailymotion par Yahoo! ([lire l'article de ITespresso.fr sur le sujet](#)) témoigne au mieux du zèle de l'exécutif français, au pire d'un manque de vision. L'intervention de l'État dans ce dossier était-elle légitime ? L'intransigeance de Bercy freine-t-elle l'investissement étranger et l'éclosion de « pépites » numériques françaises d'envergure internationale ?

Dans un entretien paru dimanche 5 mai au *JDD*, **Fleur Pellerin**, ministre déléguée en charge des PME, de l'Innovation et de l'Économie numérique, s'est montrée solidaire de son ministre de tutelle, **Arnaud Montebourg**, tout en rappelant que les investisseurs étrangers sont les bienvenus.

À Bercy, c'est la zizanie !

Partisan du blocage du rachat par Yahoo! de la plateforme de vidéo en ligne [détenue à 100%](#) par France Télécom-Orange, le ministre du redressement productif Arnaud Montebourg affirmait la semaine dernière avoir reçu le soutien de **Pierre Moscovici**. Or, le ministre de l'Économie a démenti toute « *décision conjointe sur ce dossier* ».

Dans *Les Échos*, **Stéphane Richard**, PDG de France Telecom-Orange – groupe lui-même détenu à 27% par l'État français, a de son côté affirmé qu'il revient au « *groupe, sa direction et son conseil d'administration* » de gérer ce dossier. Toujours à la recherche d'un partenaire économique, l'homme d'affaires considère la conclusion d'un accord indispensable au développement international de Dailymotion.

Interrogé par *Le Monde*, **Cédric Tournay**, actuel PDG de Dailymotion, a pour sa part regretté « *le blocage gouvernemental* », affirmant que « *le projet industriel discuté avec Yahoo! et Orange était enthousiasmant pour Dailymotion* ».

Rappelons-le, Yahoo! souhaitait racheter 75 % du capital de Dailymotion, avec une option pour monter à 100 %. Or, l'État français ne voulait pas que la firme américaine en contrôle plus de 50 %. Dans ce contexte, Yahoo! a choisi de jeter l'éponge... Aux États-Unis comme en France, l'affaire fait grand bruit.

Ménager la chèvre et le chou

Fleur Pellerin a opté pour la voie diplomatique. Interrogée par le *Journal du dimanche*, la ministre a tout d'abord souligné que « *l'État était légitime à faire connaître sa position dans le dossier, parce qu'il est l'actionnaire de référence d'Orange* », tout en réaffirmant que « *l'accord avec Yahoo! n'était pas suffisamment équilibré* ».

Si « *Dailymotion ne doit pas rester un groupe franco-français [...] l'entreprise, sa technologie, ses ingénieurs et ses emplois doivent rester ancrés en France* », a-t-elle insisté. La ministre, dont la voix a porté lors des [Assises de l'entrepreneuriat](#), a ensuite réfuté tout « *antiaméricanisme* » et affirmé qu'il « *n'est pas*

question [...] de dire à certains investisseurs étrangers 'vous n'êtes pas les bienvenus' ».

Avant d'insister : « *Nos pépites ont du mal à grossir, il faut les aider. Si cela passe par un tour de table avec des fonds de la Silicon Valley aux côtés d'Orange comme acteur de référence, cela ne me pose aucun problème . »*

Voir aussi

[Silicon.fr en direct sur les smartphones et tablettes](#)